



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-02  
Séance du 28 janvier 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-huit janvier à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Aldon, Caizergues, Castellon, Deyrat, Hubert, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala  
Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

**Absents ayant donné procuration :** Mme Balsan pouvoir à M. Deyrat, M. Briane pouvoir à M. Serra, M. Oudinot pouvoir à M. Perez

**Absents :** /

**Secrétaire de séance :** Mme Frédérique Berard

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 20

**Procurations :** 03

**Absents :** 00

**Votants :** 23

**Date de convocation et affichage**

22 janvier 2021

**Objet :** Formation des élus : condition d'exercice du droit à la formation

M. le maire donne la parole à M. Sylvain Castellon, délégué aux finances et au personnel qui expose que :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2123-12 et suivants ;

Considérant que les membres du conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions ;

Considérant qu'une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation ;

Considérant qu'une délibération doit être prise sur l'exercice du droit à formation de ses membres. Elle détermine les orientations de la formation et les crédits ouverts à ce titre ;

Considérant par ailleurs qu'un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la collectivité sera annexé au compte administratif ;

Considérant que le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la collectivité. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget formation de l'exercice suivant. Ils s'accumulent au montant du budget formation voté chaque année. Ils ne peuvent être reportés au-delà de la fin de la mandature.

Considérant que conformément à l'article L 2123-13 du code général des collectivités territoriales, chaque élu ne peut bénéficier que de dix-huit jours de formation sur toute la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient ;

Considérant que sont pris en charge, concernant les formations, à la condition que l'organisme dispensateur soit agréé par le ministre de l'intérieur, les frais d'enseignement, les frais de déplacement (frais de séjour et de transport), ainsi que la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus ;

Le conseil municipal sur proposition de M. le maire, après discussion et à la majorité des suffrages exprimés (voix pour :20, voix contre : 3, abstention :0) :

- 1) adopte le principe d'allouer dans le cadre de la préparation du budget une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 5% du montant des indemnités des élus, soit une enveloppe annuelle plafonnée à 3 976.52 €.
- 2) valide les orientations suivantes en matière de formation :
  - les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions,
  - les formations favorisant l'efficacité personnelle (gestion de projet, conduite de réunion, animation d'équipe, gestion du temps, informatique et bureautique, prise de parole en public, négociation, gestion des conflits),
  - les formations en lien avec les compétences de la collectivité,
  - les formations liées à la gestion des politiques locales (finances publiques, marchés publics, délégations de service public, démocratie locale, intercommunalité, etc.).
- 3) décide que seront pris en charge (sous les conditions prévues à l'article 4) :
  - les frais d'enseignement ;
  - les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, dont le remboursement s'effectue en application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;
  - les pertes de revenus éventuelles, dans la limite maximale de 18 jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.
- 4) décide que la prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :
  - agrément des organismes de formation ;
  - dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la collectivité ;
  - liquidation de la prise en charge sur justificatifs des dépenses ;
  - répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre les élus.
- 5) inscrit au budget les crédits correspondants.

Lavérune le 28 janvier 2021

Roger CAIZERGUES  
maire

